

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché F012025
**- Fourniture de consommables vétérinaires
pour l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort -**

Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2 OBJET DU MARCHE	4
1.3 LIEU D'EXECUTION	4
1.4 EXCLUSIVITE ET CAS DE RECOURS A DES TIERS	4
1.5 ALLOTISSEMENT	4
1.6 PIECES CONTRACTUELLES	5
1.7 INTERVENANTS	6
1.8 REPRESENTATION DES PARTIES	6
2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE	6
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE	6
2.2 NATURE DE LA PRESTATION	7
2.3 VARIANTES, PSE ET OPTIONS	7
2.4 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	7
2.5 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	8
3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	8
3.1 DUREE DU MARCHE	8
3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE.....	9
4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
4.1 PRIX DU MARCHE	9
4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	11
5 MODALITES D'EXECUTION.	13
5.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	13
5.2 CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
5.3 RUPTURE DE STOCK - ABSENCE DU PRODUIT AU CATALOGUE DU TITULAIRE	14
5.4 UTILISATION DE LA PLATEFORME INTERNE.	14
5.5 DEMATERIALISATION DU SUIVI.....	14
5.6 DELAIS DE LIVRAISON	15
5.7 HORAIRES DE LIVRAISON.....	15
5.8 POINTS DE LIVRAISON	15
5.9 ACCES AU SITE.....	15
6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16
7 LITIGES ET SANCTIONS	18
7.1 PENALITES	18

7.2 AUTRES STIPULATIONS	19
8 FIN DU MARCHE	20
9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville RD 675 Goustranville 14430 Dozule
----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------

1.2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de consommables vétérinaires.

Ce sont les consommables et petits matériels nécessaires aux soins des animaux. Il s'agit du matériel utilisé dans les interventions d'anesthésie, de chirurgie, de manipulation, de contention...

Il s'agit également d'articles stérilisés à usage unique (gants, champs, sondes et cathéters, fils de suture) ou non stériles (gants, carcans, matériel électrique...).

La description détaillée des prescriptions techniques figure au présent document.

1.3 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne les deux sites de l'EnvA.

1.4 EXCLUSIVITE ET CAS DE RECOURS A DES TIERS

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du marché.

En effet l'acheteur se réserve le droit de commander à un autre prestataire des produits dont le titulaire n'est pas en mesure d'assurer la disponibilité et la livraison dans un délai raisonnable et/ou pour lesquels les prix appliqués par le titulaire sont supérieurs de 15% aux conditions économiques pratiquées par la concurrence ou semblent manifestement inacceptables.

1.5 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : Consommables généraux ;

- Lot n°2 : Sutures et dispositifs similaires ;
- Lot n°3 : Instrumentation / Petit équipement ;
- Lot n°4 : Tests pour analyseurs de biochimie ;
- Lot n°5 : Casaques et champs opératoires ;
- Lot n°6 : Implants et produits de chirurgie

1.6 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété par le titulaire et son annexe n°1 relative au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) et au(x) remise(s) contractuelle(s) sur catalogue(s) public(s) et/ou grille(s) tarifaire(s);
- Le(s) catalogue(s) et/ou grille(s) tarifaire(s) du titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe (relevé des consommations 2024) ;
- Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- Les réponses apportées par le titulaire au Questionnaire Technique et Environnemental ;
- Les commandes établies par le représentant de l'acheteur.

2) Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-F.C.S.) ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent aux présent marché ;
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-F.C.S., la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

1.7 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

1.8 REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-FCS, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable signé par le titulaire est l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique dans les limites financières ci-après :

- Lot 1 - Consommables généraux

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 500 000,00 €.

- Lot 2 - Fils de suture

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 80 000,00 €.

- Lot 3 - Instrumentation / Petit équipement

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 10 000,00 €.

- Lot 4 - Tests

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 210 000,00 €.

- Lot 5 – Casaques et champs opératoires

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 40 000,00 €.

- Lot n°6 : Implants et produits de chirurgie

Montant minimum annuel en € H.T : 0 € ;

Montant maximum annuel en € H.T : 100 000,00 €.

L'accord-cadre à bons de commande est conclu à prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU). Ces prix seront appliqués aux quantités réellement commandées au fur-et-à-mesure des besoins de l'acheteur.

Des commandes peuvent également être ponctuellement passées sur la base du (des) catalogue(s) et/ou grille(s) tarifaire(s) du titulaire en appliquant la ou les remise(s) contractuelles indiquée(s), le cas échéant, par le titulaire.

2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de fournitures.

2.3 VARIANTES, PSE ET OPTIONS

Le marché ne comprend ni tranches optionnelles ni prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Le marché ne comporte aucune variante.

2.4 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis sur la base des prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU) ou du catalogue. Les bons de commande comportent :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro et date du marché ;
- numéro et date du bon de commande ;
- numéro de l'engagement juridique ;
- lieu de réalisation des prestations ;
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché ;
- désignation et quantités des prestations à réaliser ;
- délais maximaux de réalisation des prestations ;
- montant total hors taxes de la commande ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant total TTC.

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2.5 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'EnvA peut en interrompre l'exécution, il en informe le titulaire par mail. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'EnvA, les frais en découlant sont à la charge de l'EnvA sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, deux fois, sans excéder la durée totale de 3 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

La durée du marché court à compter de sa date de notification, La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est fixée au 3 octobre 2025 ou ultérieurement si la date de notification est postérieure.

3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE

Si le montant maximum est atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permet pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée du marché.

4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 PRIX DU MARCHE

4.1.1 NATURE DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires.

4.1.2 CONTENU DES PRIX

Les prix des consommables comportent : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux fournitures et notamment l'emballage, le stockage et le transport.

4.1.3 REMISES

L'EnvA peut bénéficier des remises commerciales de la part des fabricants ou fournisseurs pour des produits inclus au marché. Dans cette hypothèse, l'EnvA maintient ses commandes auprès du titulaire du marché et lui fournit les documents et les informations relatifs à cet accord. Le titulaire s'engage alors à répercuter sur le marché les remises et les conditions financières obtenues.

4.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts

4.1.5 VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du

mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix indiqués sont fermes la première année. A partir de la deuxième année, les prix du contrat sont révisables semestriellement à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation.

La formule de variation utilisée est la suivante:

$$P = P (0) \times [0,80 \text{ (CPF 32-50 (n) / CPF 32-50 (o)) } + 0,20 \text{ (BtoB (n) / BtoB (o)) }]$$

P= Prix révisé

P (0) = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (M0) ;

CPF 32-50 (n) Indice « Instruments et fournitures à usage médical et dentaire » - Identifiant 010764271- Valeur de l'indice définitif connu à la date de la demande de révision de prix ;

CPF 32-50 (0) Indice « Instruments et fournitures à usage médical et dentaire » - Identifiant 010764271- Valeur de l'indice définitif connu du mois de remise des offres (M0) ;

BtoB (n) Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises - Identifiant 010766502 - Valeur de l'indice définitif connu à la date de la demande de révision de prix ;

BtoB (0) Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises - Identifiant 010766502 - Valeur de l'indice définitif connu du mois de remise des offres (M0) ;

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales.

En cas de révision, un nouveau B.P.U. modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique avant l'application des nouveaux prix.

Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision, soit deux mois avant la date anniversaire du marché pour la deuxième année, et ensuite deux mois avant chaque semestre pour les années suivantes, et ce, jusqu'à la quatrième année.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du document de commande, à la condition que ce tarif ait été notifié au pouvoir adjudicateur et confirmé par celui-ci.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du B.P.U. par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

4.1.6 MODIFICATION DU CATALOGUE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché fournit le catalogue sous forme électronique assorti des codes et fiches produits ainsi que la grille tarifaire sous tableur.

En cas de changement des tarifs, le titulaire s'engage à faire parvenir les catalogues mis à jour (format électronique), avant leur entrée en vigueur.

4.1.7 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure de 5 % du prix retenu dans l'avis de notification puis à la date anniversaire du marché.

4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.2.1 AVANCES :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG-FCS) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

4.2.2 PRESENTATION DES DEMANDE DE PAIEMENT

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du bon de commande (engagement juridique), le numéro de marché et le code service qui figurent sur le bon de commande ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de le pouvoir adjudicateur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par le pouvoir adjudicateur après la notification du marché.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'absence des références précitées entraînera automatiquement rejet de la facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense, à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

4.2.3 PERIODICITE DES PAIEMENTS

La facturation est faite par livraison. Le prix est payé après service fait.

4.2.4 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

4.2.5 DELAIS DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) ou au(x) sous-traitants(s) du marché seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du Sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

5 MODALITES D'EXECUTION.

5.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation, dans les conditions prévues à l'article 27.1 du C.C.A.G./F.C.S.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G./F.C.S., par la personne responsable du suivi de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 30.4.3. du C.C.A.G./F.C.S, le titulaire dispose d'un délai de 8 (huit) jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures rejetées. Le titulaire est ensuite tenu d'exécuter à nouveau la prestation dans les conditions prévues à l'accord-cadre à ses frais.

5.2 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- **Modification des prix existants** : Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

- **Prix promotionnels** : Le titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement le pouvoir adjudicateur des offres promotionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution du prix. La mise en œuvre de prix promotionnels par le titulaire ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel à l'EnvA en lui précisant la date et la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé au marché et constitue une pièce justificative nécessaire au comptable. Toute commande émise pendant la durée de la promotion bénéficiera du tarif promotionnel et les factures du titulaire intégreront explicitement ces prix.

Dans le cas où ces tarifs promotionnels n'auraient pas été communiqués à l'EnvA lors de l'émission de la commande, le titulaire est redevable du montant des surcoûts imputables à la non-application de ces tarifs promotionnels.

- **Modalités de remplacement au BPU de produits devenus indisponibles** : En cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de produits peuvent intervenir conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Si le titulaire n'est plus en mesure de fournir une référence à la suite d'une évolution réglementaire ou de catalogue, l'EnvA pourra accepter la substitution de ce produit au BPU sans avenant dans les cas suivants :

- Mise à jour de la référence « produit » par le titulaire,
- Référence « produit » devenue indisponible sur le marché (arrêt de commercialisation, ...),

Le titulaire s'engage toutefois à proposer une référence aux caractéristiques similaires et dont le prix est identique au prix initial.

Le titulaire est tenu d'informer l'EnvA de tout changement de référence, par courriel, au moins deux mois avant la date prévue pour l'entrée en vigueur de cette modification. L'agrément de l'EnvA sur l'introduction de nouvelles références portera sur le fait qu'elles répondent bien au cahier des charges. L'EnvA se réserve le droit de demander toute justification nécessaire relative à cet agrément auprès du titulaire. Après accord de l'EnvA, les produits bénéficiant des caractéristiques proposées pourront être livrés et mis en service à l'EnvA par le titulaire.

- Modification de coordonnées bancaires du titulaire.

5.3 RUPTURE DE STOCK - ABSENCE DU PRODUIT AU CATALOGUE DU TITULAIRE

En cas d'impossibilité avérée et confirmée par le titulaire de fournir un produit listé dans son catalogue, en particulier dans le cadre d'une rupture de stock en cas d'urgence médicale avérée, l'EnvA pourra, à titre exceptionnel et sur justification, se fournir auprès d'un opérateur économique, extérieur à l'accord cadre.

5.4 UTILISATION DE LA PLATEFORME INTERNE.

Les conditions du marché doivent être accessibles sur le site afin que les services utilisateurs soient en mesure de préparer leur commande, l'éditer et la joindre au bon de commande de l'Etablissement pour signature par la personne autorisée.

Sous réserve de la validité de ses procédures en interne, l'établissement pourra opter pour l'accès direct des services aux commandes par Internet en cours d'exécution du marché

5.5 DEMATERIALISATION DU SUIVI

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

5.6 DELAIS DE LIVRAISON

Le Titulaire effectue les livraisons du lundi au samedi (hors jours fériés).

Le Titulaire donne dans son offre le délai de livraison des commandes passées.

En cas de jour férié, la livraison est reportée au premier jour ouvré suivant.

Le Titulaire s'engage sur le délai de livraison des consommables dans son offre, et donne également le jour et l'heure à laquelle une commande doit être passée au plus tard afin de faire partie de la livraison suivante.

Par ailleurs, le Titulaire doit également être capable de satisfaire les commandes urgentes occasionnelles dans les mêmes délais.

Enfin, il est demandé au Titulaire de fournir, de manière hebdomadaire, un tableau de suivi des reliquats de commande afin de faire connaître à l'EnvA les livraisons restant à effectuer.

5.7 HORAIRES DE LIVRAISON

Les livraisons sur le site d'Alfort doivent avoir lieu en matinée et respecter les horaires des services (8h00-10h00). Les fréquences de livraison ainsi que les horaires doivent être respectés. En cas de retard dans l'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à prévenir le gestionnaire du marché par tout moyen.

Sur le site de Goustranville, les livraisons s'effectuent de préférence en matinée (8h30-12h30) et le livreur doit aviser le secrétariat (au premier étage du bâtiment) ;

5.8 POINTS DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison.

- Site d'Alfort :
 - ChuvAC (centre hospitalier universitaire vétérinaire des animaux de compagnie) : la livraison de ferra au pied du bâtiment Cadiot côté pharmacie ;
 - Pour les autres services, le point de livraison sera communiqué ultérieurement.
- Site de Goustranville : le livreur devra se présenter au secrétariat du CIRALE (8h30-12h30) pour faire valider son bon de livraison.

Le Titulaire doit être muni du matériel nécessaire pour assurer une parfaite livraison notamment transpalette, chariot, etc....

5.9 ACCES AU SITE

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans des établissements recevant du

public (ERP) et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation concernant ces établissements.

Le personnel d'exécution du Titulaire (ou de ses sous-traitants) doit être facilement identifiable.

Le Titulaire donne à son personnel, toutes les instructions, les informations et également la formation nécessaire concernant les prestations à entreprendre, notamment pour se situer dans une démarche qualité pour respecter les délais contractuels et toutes les mesures de sécurité.

Il veille durant toute la durée du marché à ce que la tenue et le comportement de ses agents soient toujours corrects et respectueux.

Tout agent du Titulaire appelé à intervenir sur le site de l'EnvA qui serait la cause de plaintes doit être remplacé par le Titulaire lors de la livraison suivante.

Enfin, le Titulaire doit assurer sur le site de l'EnvA, le strict respect du code de la route, des lois et règlements en vigueur sur les conditions de travail et la main d'œuvre étrangère.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1.1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de le pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de le pouvoir adjudicateur.

6.1.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de le pouvoir adjudicateur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

6.1.3 OBLIGATION DE VIGILANCE

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

6.1.4 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

6.1.5 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une

déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

7 LITIGES ET SANCTIONS

7.1 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	Valeurs	Précisions
Pénalité pour retard de livraison des produits et retard dans le remplacement d'un produit	50,00 € par cas constaté	
Pénalités pour non information d'une rupture de stock	50,00 € par cas constaté	
Pénalités en cas de non information de l'arrêt de commercialisation d'un produit	50,00 € par cas constaté	Le pouvoir adjudicateur doit être informé au minimum 2 mois avant la fin de la commercialisation du produit.
Pénalités pour rupture de stock	100,00 € par cas constaté	Cette pénalité sera applicable si la rupture est supérieure à 2 mois.

7.1.1 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

7.1.2 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

7.2 AUTRES STIPULATIONS

7.2.1 INFORMATIONS STATISTIQUES

À la demande de l'EnvA, le titulaire fournira tous les éléments d'information nécessaires au suivi de l'exécution du marché.

À ce titre, il leur sera demandé de transmettre, sur une base annuelle, les statistiques relatives aux quantités et montants livrées par référence et par service ayant passé la commande.

Ces informations seront transmises par voie électronique dans un format exploitable (tableur). Les données recueillies ne feront l'objet d'aucune communication externe et n'ont vocation qu'à être utilisées dans le cadre du suivi interne à l'Etablissement.

7.2.2 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

7.2.3 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout litige susceptible de s'élever entre l'EnvA et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de

Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8 FIN DU MARCHE

8.1.1 RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

8.1.2 GARANTIES

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S. point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision.

Le titulaire fournit les normes, les fiches techniques des fabricants et les certifications associées aux produits proposés.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
1.6	4.1.	Pièces contractuelles
1.6	4.2.1	Pièces contractuelles
5.1	30.4.3	Admission, ajournement, réfaction et rejet
6.1.1	9.2	Assurances
7.1	14.1.1	Pénalités
7.1.1	14.1.3	Pénalités